KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site Internet : www.kpmg.fr

Association SOLTHIS

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017
Association SOLTHIS
6, rue Sadi Carnot - 93170 Bagnolet
Ce rapport contient 33 pages
Référence : EB/IF/IH

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Association SOLTHIS

Siège social : 6, rue Sadi Carnot - 93170 Bagnolet

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de l'Association SOLTHIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SOLTHIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Observation

Nous attirons votre attention sur le changement de méthodes comptables, décrit dans les parties II de l'annexe (paragraphe b. Changements de méthode) et V (paragraphe h. Valorisation des opérations liées aux projets fonctionnant en « zéro cash policy ») lié à l'enregistrement des écritures relatives aux projets fonctionnant en « zéro cash policy ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment sur le changement de méthodes comptables, décrit dans les parties II de l'annexe (paragraphe b. Changements de méthode) et V (paragraphe h. Valorisation des opérations liées aux projets fonctionnant en « zéro cash policy ») lié à l'enregistrement des écritures relatives aux projets fonctionnant en « zéro cash policy ».

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, décrites dans la partie VI de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier adressé aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier adressé aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

— il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

— il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

— il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

— il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 juin 2018

KPMG S.A.

Erik Boulois
Associé

SOLTHIS

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

SIRET : - NAF :

Siège social

COMPTES ANNUELS

Au 31/12/2017

BAKER TILLY
SOFIDEEC

Société d'Expertise Comptable
et de Commissaires aux Comptes
138, bd Haussmann - 75008 PARIS
Tél. 01.42.99.66.44 - Fax 01.42.89.31.63

S.E.L.A.F.A au Capital de 1.512.190 € - 652 059 213 R.C.S. PARIS - SIRET 652 059 213 00023 - NAF 6920Z

Table des matières

Attestation de présentation des comptes annuels 1

Bilan et compte de résultat Association 2

Annexes Légales 2018 16

I. **PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE** 18

II. **REGLES ET METHODES COMPTABLES** 18

a. Règles et méthodes comptables 18

b. Changements de méthode 19

c. Evènements postérieurs à la clôture 20

III. **COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN** 21

a. Etat des immobilisations 21

b. Etat des amortissements 23

Néantc. Etat des provisions 23

c. Etat des échéances des créances et des dettes 25

d. Tableau de suivi des fonds associatifs 27

e. Tableaux de suivi de fonds dédies 28

IV. **COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT** 28

a. Ventilation des subventions acquises par bailleur 28

b. Détail des autres produits d'exploitation 29

V. **ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS** 30

a. Engagements financiers 30

b. Rémunérations des dirigeants 30

c. Évaluation des indemnités de fin de carrière non comptabilisées 30

d. Honoraires des Commissaires aux Comptes 30

e. ETP 30

f. Situation fiscale 31

g. Valorisation des contributions volontaires 31

h. Valorisation des opérations liées aux projets fonctionnant en « zero cash policy » 31

i. Résultat exceptionnel 31

VI. **COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES** 32

Bilan et compte de résultat Association

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels						
Droits et valeurs similaires						
Fonds commercial (1)						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
Immobilisations financières (2):						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	21 229		21 229	0,54	36 810	0,68
TOTAL (I)	***21 229***		***21 229***	0,54	***36 810***	0,68
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en cours:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances clients et comptes rattachés	27 790		27 790	0,71		
Autres créances (3)						
. Fournisseurs débiteurs	1 674		1 674	0,04		
. Personnel						
. Organismes sociaux	1 156		1 156	0,03		
. Etat, Impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	803 562		803 562	20,52	1 011 352	18,69
Valeurs mobilières de placement					54 998	1,02
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	2 989 931		2 989 931	76,36	4 224 990	78,09
Charges constatées d'avance	70 433		70 433	1,80	55 629	1,03
TOTAL (II)	**3 894 547**		**3 894 547**	99,48	**5 346 968**	98,82
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)					26 906	0,50
TOTAL ACTIF	***3 915 776***		***3 915 776***	100,00	***5 410 684***	100,00

(1) Dont droit au bail

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
(2) Dont à moins d'un an (brut)						
(3) Dont à plus d'un an (brut)						

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
Fonds propres				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecarts de réévaluation avec ou sans droit de reprise				
Réserves	381 121	9.73	328 250	6.07
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	246 963	6.31	52 871	0.98
Autres fonds associatifs				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation avec contreparties d'actifs immobilisés				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecarts de réévaluation avec ou sans droit de reprise				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	***628 084***	16.04	***381 121***	7.04
PROVISIONS ET FONDS DEDIES:				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	18 332	0.47		
Provisions pour charges				
Fonds dédiés				
. Sur subventions de fonctionnement	12 536	0.32	415 499	7.68
. Sur autres ressources				
TOTAL(II)	***30 869***	0.79	***415 499***	7.68
Emprunts et dettes (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	141	0.00	1 691	0.03
Emprunts et dettes financières diverses (3)				
. Divers	0	0.00		
. Associés				
Avances & accomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	165 913	4.24	16 506	0.31
Dettes fiscales et sociales				
.Personnel	70 144	1.79	52 633	0.97
.Organismes sociaux	120 613	3.08	120 424	2.23
.Etat, impôts sur les bénéfices	4 417	0.11	3 405	0.06
.Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				
.Etat, obligations cautionnées				
.Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	13 247	0.34	200 705	3.71
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	2 882 349	73.61	4 023 861	74.37
TOTAL(III)	***3 256 823***	83.17	***4 419 225***	81.68
Ecarts de conversion passif (IV)			194 839	3.60
TOTAL PASSIF	3 915 776	100.00	***5 410 684***	100.00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
(1) Dont à plus d'un an				
Dont à moins d'un an				
(2) Dont concourt bancaires courants et soldes				
Créditeurs de banques				
(3) Dont emprunts participatifs				
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises								
Production vendue de biens								
Prestations de services	347 836		347 836	100,00	119 066	100,00	228 770	192,14
Montants nets produits d'expl.	***347 836***		***347 836***	100,00	***119 066***	100,00	***228 770***	192,14
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			6 069 326	N/S	3 725 316	N/S	2 344 010	62,92
Cotisations			70	0,02	60	0,05	10	16,67
Autres produits			43 745	12,58	1 861	1,56	41 884	N/S
Reprise sur provisions, dépréciations								
Transfert de charges			20 248	5,82	7 793	6,55	12 455	159,82
Sous-total des autres produits d'exploitation			***6 133 389***	N/S	***3 735 030***	N/S	***2 398 359***	64,21
Total des produits d'exploitation (I)			***6 481 225***	N/S	***3 854 095***	N/S	***2 627 130***	68,16
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Exédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobillères et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés			5 927	1,70	2 878	2,42	3 049	105,94
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges								
Différences positives de change			216 939	62,37	13 107	11,01	203 832	N/S
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			***222 866***	64,07	***15 985***	13,43	***206 881***	N/S
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion			34 779	10,00	1 026	0,86	33 754	N/S
Sur opérations en capital			5 196	1,49	3 258	2,74	1 938	59,48
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			***39 975***	11,49	***4 283***	3,60	***35 692***	833,34
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			***6 744 065***	N/S	***3 874 363***	N/S	***2 869 702***	74,07
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			415 499	119,45	421 801	354,26	-6 302	-1,49
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT								
TOTAL GENERAL			***7 159 565***	N/S	***4 296 164***	N/S	***2 863 401***	66,65
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises			108 859	31,30			108 859	N/S
Variations stocks de marchandises								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés			1 152 003	331,19	322 067	270,49	829 936	257,69
Services extérieurs			426 039	122,48	432 169	362,97	-6 130	-1,41
Autres services extérieurs			1 312 442	377,32	789 989	663,49	522 453	66,13
Impôts, taxes et versements assimilés			121 592	34,96	80 962	68,00	40 630	50,18
Salaires et traitements			1 414 602	406,69	1 116 931	938,00	297 671	26,65
Charges sociales			590 148	169,66	445 305	374,00	144 843	32,53
Autres charges de personnel			484 985	139,43	429 994	361,14	54 991	12,79
Subventions accordées par l'association			995 351	286,16	193 804	162,77	801 547	413,59
Dotations aux amortissements et aux dépréciations								
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements								

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations			3 000	2.52	-3 000	-100,00
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			6 630	5.57	-6 630	-100,00
Autres charges	23 619	0.79	-5 901	-4.95	29 520	500.25
Total des charges d'exploitation (I)	***6 629 640***	N.S	***3 814 950***	N.S	***2 814 690***	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	159 127	45.75	7 446	6.25	151 681	N.S
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)	***159 127***	45.75	***7 446***	6.25	***151 681***	N.S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	88 549	25.48	2 079	1.75	86 470	N.S
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	18 332	5.27			18 332	N.S
Total des charges exceptionnelles (IV)	***106 881***	30.73	***2 079***	1.75	***104 802***	N.S
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)	4 417	1.27	3 319	2.79	1 098	33.08
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	***6 900 066***	N.S	***3 827 794***	N.S	***3 072 272***	80.26
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées	12 536	3.60	415 499	348.97	-402 963	-96.97
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	***246 963***	71.00	***52 871***	44.40	***194 092***	367.10
TOTAL GENERAL	***7 159 565***	N.S	***4 296 164***	N.S	***2 863 401***	66.65

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexes Légales 2018

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 3 915 775,98 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 246 962,60 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

III. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

IV. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

V. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association Solthis est une association médicale à but non lucratif régie par la loi du 1er Juillet 1901. Créée en 2003, l'association est reconnue d'utilité publique.

Elle œuvre au renforcement des systèmes de santé pour améliorer l'accès à des soins de qualité dans les pays à ressources limitées et/ou auprès des populations vulnérables.

L'association a été historiquement financée par la Fondation Bettencourt-Schueller depuis sa création en 2003 jusqu'en 2016. Depuis 2009, Solthis a entamé la diversification de ses sources de financement et fait ainsi appel à des bailleurs institutionnels tels que le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Initiative 5%, Unitaid, la Mairie de Paris…

En 2017 l'association est présente dans 4 pays d'intervention avec des équipes permanentes en Guinée, Mali, Niger, et Sierra Leone et est intervenue plus ponctuellement dans le cadre d'assistances techniques ou de partenariats dans les pays suivants : Haïti, République Centrafricaine, Burundi, Côte d'Ivoire, Cameroun, Maroc, Liban, Tunisie, Egypte.

L'année 2017 a été marquée par le lancement et la montée en puissance de nouveaux projets comme TB Speed et Empower en Sierra Léone, Diavina en Guinée, Jades au Mali et au Niger et OPP-ERA Phase 2 dans plusieurs pays. Deux subventions arrivent à échéance en 2017 (FM en Guinée et au Mali) et ont vu un rattrapage dans la mise en œuvre des activités traduit par des dépenses en nette augmentation par rapport à 2016. Solthis renforce également sa présence comme un acteur sur le marché de l'assistance technique, avec la réalisation en 2017 de missions ponctuelles, par exemple au Niger dans le cadre d'une mission pour la quantification de la nouvelle allocation 2018-2020 du Fonds mondial, en Haiti avec un appui au CCM Haïti (Comité de Coordination Multisectorielle) pour l'analyse du processus de passation de marché et de gestion des stocks d'intrants, ou encore en République Centrafricaine dans le cadre d'un audit de la file active des personnes vivant avec le VIH suivies dans les formations sanitaires.

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

a. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- image fidèle
- régularité et sincérité

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°99-01 du 16 février 1999.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Les constructions, installations et autres investissements faits pour le compte de nos partenaires ne sont pas comptabilisés à l'actif du bilan, mais sont constatés dans un compte de charge (dons d'exploitation) dans le compte de résultat ; dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'Association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

DISPONIBILITES

Les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice. Elles sont valorisées au taux de clôture.

Les écarts de conversion à la clôture de l'exercice font l'objet d'une inscription aux comptes 666 « Pertes de change » ou 766 « Gains de change » dans le résultat financier.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Les produits des subventions institutionnelles sont constatés à hauteur des charges engagées sur l'exercice. La différence entre les encaissements reçus et le montant des produits constatés est comptabilisée en subvention à recevoir.
Les périodes d'éligibilité mentionnées dans les contrats de financement institutionnels signés n'étant pas extensibles, l'association ne reconnait à l'actif du bilan que les créances effectivement contractées au regard des dépenses engagées, par mesure de prudence.
La différence entre les encaissements reçus et les dépenses effectivement engagées est comptabilisée au passif du bilan en produits constatés d'avance

A la clôture, les ressources de l'exercice affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard sont affectées en fonds dédiés.

b. Changements de méthode

Comptabilisation des écritures liés aux projets fonctionnant en « zero cash policy » : à compter de l'exercice 2017, les opérations financées en « zero cash policy » ne sont plus comptabilisées au compte de résultat de l'association. Celles-ci font l'objet d'un suivi extra-comptable et d'une mention en Annexe (cf. ci-dessous).

c. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

III. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

a. Etat des immobilisations

En euros	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes			
TOTAL			
Participations évaluées par équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	36 810		
TOTAL	**36 810**		
TOTAL GENERAL	**36 810**		

En euros	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes				
TOTAL				
Participations évaluées par équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières		15 581	21 229	
TOTAL		15 581	21 229	
TOTAL GENERAL		15 581	21 229	

Au 31/12/2017, les dépôts et cautionnement sont principalement constitués des dépôts de garantie pour les locaux du siège : 11,4K€ au titre des locaux de Bagnolet (locaux de l'association depuis octobre 2016) ainsi que 9,9K€ au titre des anciens locaux.

b. Etat des amortissements

Néant

c. Etat des provisions

En euros

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions		18 332		18 332
TOTAL Provisions		**18 332**		**18 332**
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL		**18 332**		**18 332**
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		18 332		

La provision constatée en 2017 concerne des produits à recevoir antérieurs à 2016, non soldés au 31/12/2017.

c. Etat des échéances des créances et des dettes

En euros

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	21 229		21 229
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	27 790	27 790	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	1 156	1 156	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	805 236	805 236	
Charges constatées d'avance	70 433	70 433	
TOTAL GENERAL	**925 845**	**904 615**	**21 229**

Montant des prêts accordés dans l'exercice	
Remboursements des prêts dans l'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

En euros

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	141	141		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	165 913	165 913		
Personnel et comptes rattachés	70 144	70 144		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	120 613	120 613		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	4 417	4 417		
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	13 247	13 247		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 898 993	2 898 993		
TOTAL GENERAL	**3 273 467**	**3 273 467**		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	

Compléments sur l'état des créances et dettes :

Produits et avoirs à recevoir

Les produits à recevoir sont composés comme suit au 31/12/2017 :

Bailleur	Projet	K€
FM (CNLS)	Volet Gouvernemental FM / VIH-SIDA	264
FM (PSI)	Renforcement volet société civile	90
AFD	Prison	61
Union Européenne	Prison	47
OAS	Ripost	31
EF-Initiative 5%	Hygiène Twin2H - Phase 2	27
EF-Initiative 5%	Assistance technique GAS (Gestion des approvisionnement et des stocks) - Haiti	22
Gouvernement SL	Catch-up Plan (Empower)	21
FM	Technical Assistance TB	17
EF-Initiative 5%	Assistance Technique SIS (Systèmes d'information sanitaires) - Niger	9
MAE -TEAM	Consultance Systèmes santé TCHAD	8
FM (PNUD)	Renforcement de la réponse nationale au VIH/SIDA	8
Gouvernement SL	Catch-up Plan 2 - Empower	7
Université de Bordeaux	TB SPEED (PPF)	4
Produits à recevoir antérieurs à 2016 (Provisionnés)		18
TOTAL PAR		**633**

Charges à payer et avoirs à établir

En euros

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 365
Dettes fiscales et sociales	77 640
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	13 140
TOTAL	**202 145**

Charges et produits constatés d'avance

En euros	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	70 433	2 882 349
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	**70 433**	**2 882 349**

Les charges constatées d'avance concernent exclusivement des charges de fonctionnement : loyers des bureaux et logement des personnels expatriés, assurance, etc.

Les produits constatés d'avance sont composés comme suit au 31/12/2017 :

Bailleur	Projet	K€
Mairie de paris	Diavina	47
ANRS	Diavina	46
Mairie de paris	Empower	65
AFD	Empower	146
PNT Benin	Rafascreen	2
UNITAID	OPP-ERA Phase 2	1 559
ANRS	OPP-ERA Phase 2	39
EF-Initiative 5%	JADES	292
Mairie de paris	ACACIAS	73
AFD	PACTES	369
Université de Bordeaux	TB SPEED	176
UNITAID	PPF ATLAS	63
Coordination Sud - FRIO	Stratégie de levée de fonds	4
TOTAL PCA		**2 882**

d. Tableau de suivi des fonds associatifs

(K€)

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droits de reprise				
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droits de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves règlementées				
Autres réserves	328	53		381

SOLTHIS

Report a nouveau	53	247	53	247
Résultat de l'exercice				
Fonds associatifs avec droits de reprise				
Apports				
Legs et donations				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	381	300	53	628

e. Tableaux de suivi de fonds dédies

En K€

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds dédiés Fondation Bettencourt-Schueller	415,5		415,5	0
Fonds dédiés DIAVINA	0	12,5		12,5
TOTAL	415,5	12,5	415,5	12,5

En 2017, il a été décidé de reprendre la totalité des fonds dédiés FBS car ceux-ci ne correspondaient plus à des fonds dédiés à des projets spécifiques.

IV. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

a. Ventilation des subventions acquises par bailleur

Les produits des subventions comptabilisés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 et ventilés par bailleur se décomposent comme suit :

Bailleur	Projet	K€
UNITAID	OPP-ERA Phase 2	2 765
FM (CNLS)	Volet Gouvernemental FM / VIH-SIDA	770
EF-Initiative 5%	JADES	491
FM (PSI)	Renforcement volet société civile	257
AFD	Empower	254
EF-Initiative 5%	Hygiène Twin2H - Phase 2	147
FM (PNUD)	Renforcement de la réponse nationale au VIH/SIDA	114
EF-Initiative 5%	Assistance Technique SIS (Systèmes d'information sanitaires) - Niger	99
UNITAID	PPF ATLAS	95
AFD	Prison	87
Mairie de paris	Diavina	83

Mairie de paris	Empower	60
Union Européenne	Prison	49
AFD	PACTES	39
ANRS	THINK THANK Santé mondiale	35
OAS	RIPOST	31
Fondation Blanc Mesnil	Empower	20
Coordination Sud - FRIO	Stratégie de levée de fonds	17
PNT Benin	Rafascreen	16
ANRS	OPP-ERA Phase 2	15
ANRS	Diavina	14
Université de Bordeaux	TB SPEED	5
Université de Bordeaux	TB SPEED (PPF)	4
Mairie de paris	ACACIAS	3
	Fonds de dotation Solthis	600
	TOTAL SUBVENTIONS	**6 070**

b. Détail des autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont principalement constitués du chiffre d'affaire des assistances techniques réalisées (projets lucratifs – détails ci-dessous) ainsi que des dons collectés (26K€ en 2017)

Bailleur	Projet	K€
CISLS	Quantification de la nouvelle allocation 2018-2020	51
Gouvernement SL	Catch-up Plan (Empower)	87
Gouvernement SL	Catch-up Plan 2 - Empower	29
EF-Initiative 5%	AT SIS TCHAD	0
SIDACTION	Pharmacie communautaire	5
MAE -TEAM	Consultance Systèmes santé TCHAD	5
EF-Initiative 5%	AT Audit File Active RCA	21
ICIS	Référentiel pour interventions communautaires dans le domaine de la santé	14
CISLS	Assistance technique GAS (Gestion des approvisionnement et des stocks) - Niger	20
EF-Initiative 5%	Assistance technique GAS (Gestion des approvisionnement et des stocks) - Haiti	45
FM	Capacity building and Training of TB Health Workers	71
	TOTAL PRESTATIONS DE SERVICES	**348**

V. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

a. Engagements financiers

Néant

b. Rémunérations des dirigeants

Les membres du conseil d'administration exercent bénévolement leurs fonctions.

c. Évaluation des indemnités de fin de carrière non comptabilisées

Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées lors de leur versement.

Aucun contrat de travail ou autre ne prévoit d'indemnités de fin de carrière. Les dirigeants non titulaires d'un contrat de travail ont été exclus du calcul de l'engagement car ils ne sont pas bénéficiaires de ces indemnités.

Une évaluation de l'engagement a été effectuée selon la méthode « rétrospective des unités de crédit projetées » désignée par la norme IAS 19 en retenant notamment les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,30 % (Le taux retenu dans le cadre de cette évaluation correspond au taux IBOXX Corporates AA - Indexco.com)
- Revalorisation des salaires :
  - CADRE : Profil 1%
  - NON CADRE : Profil 1%
- Charges sociales patronales :
  - CADRE : 40%
  - NON CADRE : 50%
- Contribution employeur
  - CADRE : 40%
  - NON CADRE : 50%
- Droits conventionnels – Tables retenues :
  - DEPART VOLONTAIRE :
    - CADRE : Animation
    - NON CADRE : Animation
  - MISE A LA RETRAITE :
    - CADRE : Animation
    - NON CADRE : Animation
- Turnover :
  - CADRE : Turn-over faible
  - NON CADRE : Turn-over moyen
- Tables de mortalité retenues : INSEE 2017
- Ventilation des départs à la retraite - Taux retenus :
  - Départ volontaire (Départ à l'initiative du salarié) : 100 %
  - Mise à la retraite par l'employeur : 0 %
- Âge de départ en retraite ; 60 – 67 ans

Selon ces hypothèses, le montant de l'engagement au 31 décembre 2017 ressort à 96 717,15 euros.

d. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2017 s'élèvent à 13 000€ HT.

e. ETP

ETP	31/12/2017	31/12/2016
Personnel Siège et Expatriés	38	31
Personnel local	70	69
Total	**108**	**100**

La répartition par localisation en 2017 est la suivante :

Personnel local Mali	32
Personnel local Niger	12
Personnel local Guinée	16
Personnel local Sierra Leone	10
Personnel international	18
Siege	20
Total ETP	**108**

f. Situation fiscale

Ayant développé des activités lucratives (assistances techniques), la comptabilité de l'association est sectorisée en deux secteurs :

- Le secteur des activités sans but lucratif, non soumis aux impôts commerciaux et soumis à la taxe sur les salaires ;
- Le secteur des activités dites « lucratives » au sens de l'administration fiscale, soumis aux régimes des impôts commerciaux pour le volume d'activité annuel dépassant une franchise définie annuellement dans le projet de loi de finance (61 634€ en 2017)

Détail du résultat fiscal 2017 :

Calcul du résultat secteur lucratif	K€
TOTAL PRODUITS	347,8
TOTAL CHARGES DIRECTES	258,1
MARGE SUR CHARGES DIRECTES	89,7
FGX	58,2
RESULTAT	31,5
IS 15%	4,7
RESULTAT NET	26,8

g. Valorisation des contributions volontaires

En 2017, l'association a bénéficié :
- De l'appui de son groupe scientifique, composé de bénévoles – du fait du caractère ponctuel et ad hoc de ces interventions, celles-ci ne peuvent pas être valorisées de manière fiable ;
- D'heures pro bono de l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme, valorisées à 1 080€ HT.

h. Valorisation des opérations liées aux projets fonctionnant en « zero cash policy »

En 2017, les flux liés au projet fonctionnant en zero cash policy (contrat avec le FM – PNUD sur le projet « Volet Gouvernemental FM / VIH-SIDA » au Mali) représentent 165K€.

i. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice correspond aux ajustements effectués de tiers débiteurs / créditeurs sur les exercices antérieurs.

VI. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

SOLTHIS

EMPLOIS	Emplois de N = Cpte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N (3)	RESSOURCES	Ressources de N = Cpte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4)
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début		
1 - MISSIONS SOCIALES	6 923 942	-	1 - RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	25 791	9 645
1.1. Réalisées en France	69 090	-			
Renforcement des systèmes de santé			1.1. Dons et legs collectés	25 791	9 645
Recherche opérationnelle	-		Dons manuels non affectés	3 610	
Plaidoyer	69 090		Dons manuels affectés	22 181	9 645
1.2. Réalisées à l'étranger	5 854 852	-	Legs et autres libéralités non affectés		
Renforcement des systèmes de santé	3 718 663		Legs et autres libéralités affectés		
Ressources humaines en Santé	*124 244*				-
Services de santé	*769 229*	4 823	1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
Laboratoire/ Plateaux Techniques	*1 311 409*				
Produits de santé et système pharmaceutique	*506 463*				
Système d'information sanitaire	*203 522*				
Leadership & gouvernance en Santé	*215 166*				
Financement de la santé	*83 493*				
Secteur Communautaire	*505 117*	4 823			
Recherche opérationnelle	140 510				
Plaidoyer	163 569				
Frais généraux	217 025		2 - AUTRES FONDS PRIVES	600 000	
Transport	107 467				
Coordination & Pilotage	1 372 745		3 - SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 469 325	
Conférences	70 384				
Communication Support aux opérations	64 460		4 - AUTRES PRODUITS	648 949	
			Prestations de services	347 836	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	228 477		Cotisations	70	
			Autres produits	301 043	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	729 315				
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	6 881 734		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	6 744 065	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	18 332		II - REPRISES DE PROVISIONS		
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	12 536		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	415 499	
			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	246 963		V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
V - TOTAL GENERAL	7 159 565		VI - TOTAL GENERAL	7 159 565	9 645
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources					
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		9 645	VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		-
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice		9 645
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Missions sociales			Bénévolat		
Frais de recherche de fonds			Prestations en nature	1 080	
Frais de fonctionnement et autres charges			Dons en nature		
Total	-		Total	1 080	

a. Règles et méthodes comptables

Le compte d'emploi annuel des ressources (CER) arrêté au 31 décembre 2016 est établi en application de la loi du 7 août 1991, conformément aux modalités prévues par le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 et en application des dispositions de l'article 8 de l'ordonnance du 28 juillet 2005. Il est élaboré et présenté suivant les modalités prévues par le règlement n° 2008-12 du Comité de la Règlementation Comptable (C.R.C.) applicable aux comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2009.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Définition des missions sociales

Les missions sociales présentées dans la colonne « emplois » du CER correspondent aux trois axes opérationnels de Solthis :

1 – Renforcement des systèmes de santé, décliné en 8 activités :
- Ressources humaines en Santé
- Services de santé
- Laboratoire/ Plateaux Techniques
- Produits de santé et système pharmaceutique
- Système d'information sanitaire
- Leadership & gouvernance en Santé
- Financement de la santé
- Secteur Communautaire

2 – Recherche opérationnelle
3 – Plaidoyer

Accompagnés de 4 axes permettant la mise en œuvre des missions sur le terrain :
4 – Frais généraux
5 – Transport
6 – Coordination & Pilotage
7 – Conférence / Communication

Méthode d'élaboration du CER

Le CER comporte quatre colonnes sans comparatif avec l'exercice antérieur. Les colonnes 1 et 2 du tableau intègrent la totalité des ressources et des emplois en adéquation avec les charges et produits du compte de résultat, selon des modalités analytiques qui lui sont propres.

Les colonnes 3 et 4 du tableau présentent notamment :
- l'affectation par emploi des seules ressources collectées auprès du public (colonne 3) ;
- le suivi des ressources collectées non affectées et non utilisées des campagnes antérieures (colonne 4).

La ventilation des dépenses de l'association dans les rubriques d'emplois du CER se fait grâce à l'usage d'une comptabilité analytique. Le plan analytique est constitué de 4 axes : projets, bailleur de fonds, code interne (correspondant aux rubriques du CER des missions sociales présentées ci-dessus), et ligne de financement bailleur.
Chaque opération fait l'objet d'une affectation analytique. A partir de la balance analytique, les charges sont affectées à une rubrique du CER selon les règles d'affectation suivantes :

- Coûts directs : directement affectables à un projet donné, ils sont affectés à 100% à la rubrique d'emploi du CER correspondante (exemple : coût d'une formation, coût d'un chef de projet dédié, etc.)
- Coûts indirects : principalement liés aux coûts RH, ceux-ci font l'objet d'une répartition basée sur le temps consacré à chaque activité / chaque projet. Les coûts RH des missions sont entièrement affectés aux missions sociales, tandis que les RH siège sont ventilées entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement.

b. Compléments d'information relatifs aux emplois

Frais de recherche de fonds

Les frais de recherche de fonds correspondent aux dépenses engagées dans le cadre des activités de recherche de fonds publics (réponses aux appels à projets, relations bailleurs, etc.) et privés.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent principalement au coût du siège de l'association, situé à Bagnolet, et à celui de la direction financière et administrative, de la direction des ressources humaines et de la direction générale. Le siège supervise les activités opérationnelles des équipes terrain et permet d'assurer le lien avec nos partenaires académiques, institutionnels et associatifs.

Coûts de fonctionnement – en euros

Ressources humaines	182 314
Autres coûts de structures (loyers, équipements, honoraires, etc.)	547 001
Total	**729 315**

c. Compléments d'information relatifs aux ressources

Dons manuels

Sur l'exercice 2017, 9,6K€ des dons collectés ont été affectés et utilisés sur le projet Empower en Sierra Leone.

Autres fonds privés

Les autres fonds privés sont relatifs aux subventions versées par le fonds de dotation Solthis à l'association en 2017. Ce fonds a été constitué en 2016, doté par une subvention de la Fondation Bettencourt Schueller d'un montant de 1 550K€.

Subventions et autres concours publics

Les subventions représentent 84,7% des ressources totales de l'association inscrites au compte de résultat et sont obtenues auprès de 19 partenaires.

Prestation de services

Les prestations représentent 5,4% des ressources totales de l'association et correspondent à des assistances techniques réalisées par Solthis, dans le cadre de 11 projets en 2017.

Autres produits

Les autres produits sont composés comme suit :

	en euros
Produits financiers & Gains de change	222 866
Produits divers de gestion courante	17 954
Produits exceptionnels / sur exercices antérieurs	39 975
Autres produits	20 248
Total	301 043